



Saint Mamert du Gard, le 3 octobre 2024

ARRETE DE POLICE DE LA CIRCULATION

Objet : - Ecole primaire – Journée sportive.

- Vu le Code de la Route,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de la Voirie Routière,
- Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêt interministériel du 6 novembre 1992,
- Vu la demande reçue le 30/09/2024 présentée par l'école primaire de Saint-Mamert-du-Gard.

Considérant : que pour permettre le bon déroulement des activités et assurer la sécurité de la ou des personnes chargées de les réaliser et des usagers de la voie, il y a lieu prendre les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 : **OBJET DE LA DEMANDE**

Journée sportive de l'école primaire de Saint-Mamert-du-Gard.

Article 2 : **REGLEMENTATION**

- Le stationnement sera interdit sur le parking de la place des écoles le jeudi 10 octobre 2024 de 9h00 à 16h00.
- La circulation et le stationnement seront interdits rue des Aires le jeudi 10 octobre 2024 de 9h00 à 16h00.
- Une déviation sera mise en place au croisement de la rue des Aires et de la rue des Fraïsses.

Les infractions aux présentes dispositions seront constatées par procès-verbal. Les véhicules en stationnement gênant seront enlevés par la fourrière aux frais et aux risques des contrevenants.

Article 3 : RESPONSABILITES DES CONDUCTEURS DE VEHICULES

Les conducteurs de véhicules devront se conformer strictement à la signalisation en place ainsi qu'aux instructions qui pourraient leur être données sur place. Ils seront déclarés entièrement responsables dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de la non – observation du présent arrêté.

Article 4 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet à compter de sa notification, d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes 16 avenue Feuchères 30 000 NIMES, téléphone 04.66.27.37.00 – télécopie 04.66.36.27.86, mail : greffe.ta-nimes@juradm.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 :

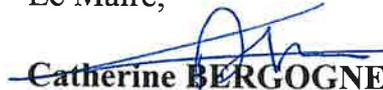
- Monsieur le Commandant en Chef de la Brigade de Gendarmerie de St Mamert du Gard,
- Monsieur le brigadier-chef principal de la police municipale,
- Le pétitionnaire,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de veiller à l'application du présent arrêté.

Article 6 : Ampliation de cet arrêté sera transmise à :

- Service Départemental Incendie Secours de Saint Geniès de Malgoires.

Le Maire,


Catherine BERGOGNE

